

**bruno
manser
fonds**

fairness im tropenwald

tong tana

Les forêts anciennes de Roumanie en danger

Juin 2023

www.bmf.ch

Les forêts anciennes de Roumanie en danger

Par Ines Gavrilit

Dans l'ancienne forêt de hêtres, on n'entend que le bruissement des feuilles dans le vent. Ici, le temps semble s'être arrêté. Au loin résonne le chant d'une grive draine. Un chevreuil nous dévisage un instant, puis disparaît dans le feuillage luxuriant. Un ours passé plus tôt a laissé son énorme empreinte dans la boue. Nous quittons le sentier forestier et continuons notre randonnée sur la route forestière.

Nous nous trouvons dans la réserve naturelle de «Penteleu», dans les Carpates roumaines, à quelques heures de route de la ville de Braşov. En 2007, Penteleu a été déclarée réserve naturelle d'importance européenne. Depuis, elle fait partie du réseau écologique «Natura 2000» de l'Union européenne. On y trouve encore des ours bruns, des loups et des loutres en liberté. Pourtant, en dépit de sa grande valeur écologique et culturelle, la forêt de Penteleu est aujourd'hui menacée. Le groupe d'ameublement IKEA en possède en effet une parcelle de plus de 1500 hectares en plein milieu de la zone Natura 2000.

Dévastation versus gestion douce

L'entrée dans la forêt d'IKEA se reconnaît immédiatement aux gros fûts de hêtres et d'épicéas jonchant les côtés du chemin. Le ruisseau tout proche ne charrie plus qu'une eau boueuse. Le chemin de débardage, creusé à deux mètres de profondeur dans la pente proche, sans respect du terrain, est également recouvert de boue à s'enfoncer jusqu'aux genoux. L'érosion n'a plus qu'à faire son œuvre. Plus haut, nous tombons sur les souches de vieux épicéas imposants. Les fûts qui sont encore debout présentent d'importantes éraflures. Difficile de parler de coupes de bois douces.

Nous sommes maintenant dans l'une des forêts qu'IKEA possède en Roumanie par le truchement du groupe hollandais INGKA. Les traces de dévastation témoignent de «l'abattage progressif» actuellement pratiqué. Cette réglementation permet, dans un laps de temps relativement court, d'abattre des forêts centenaires qui seront ensuite remplacées par de jeunes peuplements. Si tant est qu'une régénération ait lieu.

L'évacuation des arbres abattus par les chemins de débardage entraîne une forte érosion des sols..





Tout cela se fait au détriment de la biodiversité, du climat comme des valeurs culturelles de ce patrimoine naturel unique.

En 2021 déjà, l'organisation environnementale roumaine Agent Green concluait qu'IKEA ne se souciait guère d'une bonne gestion des forêts et ne posait que peu d'exigences à ses sous-traitants en Roumanie. Nos observations sur le terrain confirment ces résultats, qu'IKEA ne cesse de minimiser.

Le géant suédois du meuble est le plus grand propriétaire forestier privé de Roumanie et porte donc une responsabilité particulière dans la préservation des dernières grandes forêts primaires ou naturelles d'Europe. Aux termes d'une étude de la fondation allemande EuroNatur, la Roumanie abrite encore plus d'un demi-million d'hectares de forêts potentiellement vierges ou naturelles. Mais elles sont de plus en plus menacées.



Pillage forestier systématique et illégal

Selon Agent Green, l'exploitation forestière illégale est fréquente dans les parcs nationaux, les sites Natura 2000 et leurs zones tampons, et ce à une échelle alarmante. Même les zones de forêts de hêtres en Roumanie, sous protectorat de l'UNESCO, ne sont pas épargnées. Cela enfreint les législations européenne et roumaine, et se retrouve en porte-à-faux avec la stratégie de biodiversité 2030 de l'UE, qui prévoit que toutes les forêts primaires ou anciennes restantes soient strictement protégées. C'est précisément en raison de l'abattage illégal et de la mauvaise application de la législation européenne en matière de protection de la nature, documen-

Photo du haut : Une coupe de bois peu respectueuse : les troncs des arbres encore sur pied présentent de fortes traces de frottement.

Photo du bas : Lukas Straumann, directeur du BMF, examine l'ampleur de la destruction dans la forêt IKEA de Penteleu..

tés et signalés par les organisations environnementales, que la Commission européenne a lancé, en 2020, deux procédures d'infraction au droit européen contre la Roumanie.

Le pillage se produit dans un contexte national de corruption très répandue dans le secteur forestier. La législation forestière complexe est aisée à contourner et n'est souvent appliquée qu'avec réticence. Parallèlement, il existe une forte pression d'exploitation due à une énorme demande étrangère de bois d'énergie ou de bois d'industrie.

Après la chute du régime communiste en 1989, le gouvernement roumain de l'époque a commencé à restituer les forêts à leurs anciens propriétaires. Le processus s'est déroulé sans cadre institutionnel approprié. Incitant fortement au profit à court terme, cela a entraîné la destruction de forêts à grande échelle. Actuellement, environ 48 % des forêts appartiennent encore à l'État, 13 % sont des forêts publiques appartenant à des communes et 39 % sont des forêts privées.

En dépit des infractions légales constatées, la déforestation se poursuit sans relâche en Roumanie. Le Bruno Manser Fonds soutient donc les efforts des défenseurs de la nature roumains pour porter l'affaire devant la Cour de justice de l'Union européenne. Celle-ci avait déjà stoppé la déforestation dans le cas de la forêt polonaise de Białowieża par un jugement qui a fait date. Nous demandons aussi à IKEA, par le biais d'une pétition, de mettre immédiatement un terme à la déforestation dans les réserves naturelles de Roumanie.



**bruno
manser
fonds**

**RÉSERVES NATURELLES
DE ROUMANIE:
BAS LES PATTES**

IKEA!

Signez maintenant
la pétition à IKEA:
www.bmf.ch/ikea



La forêt de Bârnova-Repedea: le poumon vert de la Roumanie orientale

À moins de cinq kilomètres de la ville de Roumanie orientale de Iași se trouve l'une des forêts les plus étendues, les plus anciennes et hébergeant la plus forte biodiversité de Roumanie en dehors des Carpates. Un trésor naturel rare à la périphérie d'une grande ville européenne. Les réserves naturelles «Natura 2000» de «Bârnova» et «Bârnova-Repedea» couvrent plus de 12'000 hectares de forêts mixtes de feuillus avec des hêtres et des chênes antédiluviens, ainsi qu'une diversité exceptionnelle de plantes, reptiles, insectes et oiseaux.

La forêt de Bârnova est l'habitat d'au moins 115 espèces d'oiseaux, dont le hi-

bou grand-duc, une espèce aujourd'hui menacée. Outre sa biodiversité et sa fonction de «poumon vert de la ville», cette forêt est également très appréciée comme lieu de détente.

Cette forêt étatique gérée par l'Office national des forêts devrait être déboisée à 99 % en dépit de sa valeur écologique et culturelle exceptionnelle. Au cours des dernières années, l'exploitation forestière est devenue de plus en plus destructrice, avec un déboisement intensif de forêts séculaires qui fragmente et détruit les habitats naturels de même que les sites de nidification. Le plan de gestion forestière actuel prévoit la production de plus de 750'000 mètres

cubes de bois par «abattage progressif».

Sur une longue période, cela signifie souvent une coupe rase. Par ailleurs, il est prévu de construire au moins quatre nouvelles routes forestières, le tout sans étude d'impact environnemental correcte ni autorisation environnementale, en flagrante violation de la législation européenne.

L'initiative citoyenne «*Codrii Iașilor - cunoaștem, prețuim, păstrăm*» («Forêt vierge d'Iași: connaître, apprécier, préserver») s'engage depuis 2016 pour la sauvegarde de la forêt de Bârnova. C'est l'un des très rares mouvements de la société civile en faveur de la protection de la nature en Roumanie. Jusqu'à présent, une équipe cen-

trale de bénévoles a réussi à mobiliser plus de 20'000 personnes pour des protestations créatives contre la déforestation. Le but principal est de créer un parc naturel plaçant une partie de la forêt sous protection stricte, tandis que d'autres parties seraient préservées pour l'utilisation par la population locale. Le Bruno Manser Fonds a décidé de soutenir Codrii Iașilor dans le cadre d'un partenariat stratégique.



La forêt de Bârnova près de Iași dans sa robe d'automne colorée (photo : Vasea Gurzu)



Photo: Anca Mihai

1



Photo: Valică Turcuman

2



Photo: Cristina Lucescu

3



Photo: Ionut Cosmin Simic 4



Photo: Adrian Baltariu 5



Photo: Valică Turcuman 6

- 1: Un vieux hêtre dans la forêt primaire de Bârnova
- 2: Le mouvement citoyen d'Iași se bat pour la préservation de ses forêts, et demande la création du parc naturel Codrii Iașilor..
- 3: Rosalie alpine
- 4: Loutre d'Europe
- 5: Jeunes chouettes hulottes
- 6: Pic mar

Forêts roumaines: «Il est temps que quelque chose se passe»

Interview par Ines Gavrilut de Mihai Diac

Tong Tana: Qu'est-ce que la forêt ancienne au sud de Iași a de particulier et pourquoi est-il si important de la protéger ou de la préserver?

Mihai Diac: Deux choses la rendent si importante: la première est sa valeur intrinsèque en termes de biodiversité. Il s'agit en effet de l'une des plus grandes forêts contenant des peuplements de chênes centenaires. Il n'y a plus beaucoup de forêts de ce type en Roumanie, car le bois de chêne est très précieux et l'appétit financier grand. La seconde raison est la situation de cette forêt à proximité immédiate de la deuxième agglomération de Roumanie, qui compte 500'000 habitants dans les environs d'Iași. Malheureusement, seul 1 % de cette forêt bénéficie à ce jour d'une protection stricte.

Quels sont les principaux instruments de mobilisation et d'action du groupe d'initiative?

Nous avons débuté en tant que groupe d'éducation à la nature et à la biodiversité, car nous ne connaissions pas l'ampleur de la déforestation à venir. Après avoir reçu le plan d'exploitation forestière et vu disparaître année après année les zones forestières les plus précieuses, nous sommes devenus plus actifs pour imposer notre vision de cette forêt. Nous nous mobilisons via les médias et les réseaux sociaux, afin de toucher le plus grand nombre de personnes possible. Notre pétition pour la protection de la forêt a été signée par des dizaines de milliers de personnes! Parallèlement, nous tentons de collaborer avec les autorités. C'est en soi la première chose que nous avons faite. Nous avons envoyé les signatures collectées aux autorités, nous nous sommes même rendus auprès du Service des forêts pour essayer d'ouvrir quelques canaux de communication.

Qu'avez-vous réalisé jusqu'à présent et quelles ont été les réactions des autorités?

Au départ, il y a eu une certaine ouverture et une réaction de la part des autorités. Cela bien que nous ayons rapporté de déboisements qui n'auraient pas dû avoir lieu. Ensuite, ils ont réagi sur leurs canaux médiatiques et nous ont un peu critiqués. Puis ils ont lentement changé de stratégie et ont commencé à nous ignorer. Ils ont constaté que la stratégie qui consiste à juste poursuivre leurs activités était la mieux adaptée. Ils abattent de manière ciblée les parcelles de forêt les plus précieuses avec des

arbres dits monumentaux et détruisent ainsi la valeur de la forêt.

Bien sûr, nous avons également la possibilité d'engager des actions en justice pour suspendre le plan de gestion forestière, qui se fait actuellement sans études d'impact environnemental. Nous avons mobilisé la population, nous avons mené des actions et avons essayé de faire passer notre message le plus clairement possible aux autorités. Malheureusement, les réactions ont petit-à-petit faibli; sans doute ont-elles appris qu'il ne se passe de toute façon rien. Il est donc temps que quelque chose se passe enfin.

Que faut-il pour que cette forêt soit effectivement protégée conformément à la législation européenne?

Il y a ici deux perspectives: à court et à long terme. La forme actuelle de gestion des forêts est très destructrice. Tout d'abord, le plan d'exploitation des forêts doit être modifié, afin de mettre un terme à la destruction des zones forestières les plus précieuses. À moyen terme, nous pensons que la création d'un parc naturel permettrait une gestion plus adéquate du territoire. Cela permettrait de concilier la protection de la nature avec les besoins de la population locale. Cela ne signifie toutefois pas que les communautés locales ne peuvent plus prélever de bois de chauffage, mais que le bois ne devrait plus quitter le district.

Quels ont été les plus grands obstacles et aussi les plus grands succès à ce jour?

Comble de l'ironie, les obstacles proviennent du ministère de l'Environnement lui-même. Romsilva, une autorité autonome qui



Un chêne centenaire dans la commune de Dobrovăț au sud de Iași



gère le fonds forestier public et devrait protéger la forêt, pousse à la déforestation pour des motifs économiques. En ce qui concerne les succès, les maires des communes concernées ont signé un mémorandum qui soutient l'initiative du parc naturel. Nous avons également un groupe de biologistes qui travaille sur une étude pour le parc naturel et espérons pouvoir bientôt faire un premier pas dans la bonne direction. Le fait que nous soyons parvenus à inscrire ce thème à l'agenda politique, tant au niveau local que national, est certainement aussi un succès.

Les imposants paysages forestiers et montagneux de Roumanie sont menacés par la déforestation.



Mihai Diac (38 ans) est le responsable du groupe d'initiative citoyenne «Codrii Iașilor - cunoaștem, prețuim, păstrăm» («Forêt vierge d'Iași: connaître, apprécier, préserver»). Informaticien, il est père de deux enfants, amoureux de la nature et sportif de haut niveau.

Nouvelles brèves

Baram Peace Park: c'est parti!

Fin février, plus de 100 autochtones de 26 villages se sont réunis dans le village Penan de Long Lamam, afin d'élaborer leur vision du projet de protection de la forêt pluviale «Baram Peace Park» et de la consigner dans une déclaration. Peu après, le 20 mars, le gouvernement du Sarawak et l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) ont signé l'accord de coopération pour le projet, officiellement intitulé «Upper Baram Forest Area». Le Bruno Manser Fonds et le canton de Bâle-Ville font partie des principaux sponsors du projet.

Ainsi se réalise ce à quoi 33 communes autochtones ont travaillé depuis 13 ans en collaboration avec le Bruno Manser Fonds: une zone de 283'000 hectares de forêts et de terres cultivées dans le cours supérieur du fleuve Baram ne sera plus exploitée que de manière durable. 79'000 hectares, soit la plus grande superficie de forêt primaire d'un seul tenant qui subsiste au Sarawak, sont placés sous protection et soustraits à l'emprise de l'entreprise forestière Samling. En 2008, celle-ci avait été introduite en bourse par le Crédit Suisse en dépit de toutes les recommandations et protestations.



Sheam Satkuru, directrice de l'OIBT (à gauche), et Hamden Bin Haji Mohammad, directeur du département des forêts du Sarawak (à droite), signent l'accord de coopération à Kuching, Sarawak.



Plus de 100 délégués autochtones se sont réunis en février dans la forêt tropicale afin d'élaborer la vision pour le Baram Peace Park.

Réouverture des ponts dans la forêt tropicale



En 2012 comme en 2014, le BMF a construit deux ponts piétons traversant des rivières dans les villages de Long Lamam et Long Ajeng. C'est un des succès du BMF: les ponts sécurisent l'accès aux villages, poussant davantage de Penan à rester sur place. Mais après dix ans passés dans le climat humide de la forêt tropicale, une rénovation s'imposait.

Christian Hügli, l'expert en ponts du BMF, a rénové les deux ponts en collaboration avec les Penan. Fin février, les ouvrages ont été solennellement rouverts en présence des délégués autochtones de toute la région du Haut Baram.

La campagne sur les bois tropicaux démarre au Royaume-Uni

Le BMF et ses partenaires ont lancé en janvier à Londres une campagne internationale contre le bois tropical, baptisée «Stop the Chop».

Pour ce faire, ils sont partis de la galerie d'art Tate Modern pour une marche funèbre à travers Londres. La Grande-Bretagne est le troisième importateur de bois tropical dit «durable» de Malaisie, certifié par le Malaysian Timber Certification Scheme MTCS ou PEFC International. En raison de la déforestation perpétrée au Sarawak, dans plusieurs cas contre la volonté des autochtones, la campagne demande au gouvernement de suspendre immédiatement l'importation de bois certifié MTCS.



Plainte SLAPP contre SAVE Rivers devant les tribunaux

En 2021, le groupe forestier malaisien Samling a poursuivi en justice notre organisation partenaire SAVE Rivers pour diffamation, lui réclamant 5 millions de ringgits malaisiens (1,04 million de francs). La plainte faisait suite aux critiques publiques de SAVE Rivers concernant l'absence de consultation des populations locales par Samling dans le cadre de la certification de durabilité (Malaysian Timber Certification Scheme MTCS/PEFC International). Du 15 au 19 mai, Samling et SAVE Rivers s'affronteront dans la Haute Cour de Miri. La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, Mary Lawlor, et le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Francisco Cali Tzay, ont classifié la plainte comme SLAPP, Strategic Lawsuit Against Public Participation. Abusif, ce type de plainte vise à museler les critiques.

Le projet de méga-station de ski se poursuit malgré la guerre

Malgré la guerre, les autorités locales ukrainiennes ont donné leur feu vert à la station de ski surdimen-



sionnée de Svydovets en 2022. Elle a même été étendue à la région d'Ivano-Frankivsk: le projet devrait désormais s'étendre sur au moins 2'800 hectares et avoir une capacité d'accueil de 65'000 vacanciers, soit environ le double de ce qui était prévu en 2016. Des recours devant les tribunaux sont pendants.

Fin mars, en collaboration avec William Bourdon, le renommé avocat français, le BMF a envoyé une lettre aux autorités ukrainiennes pour demander la protection de cette région montagneuse à la biodiversité unique. Le 27 mars, une pétition a par ailleurs été lancée en ce sens à l'intention du président Zelensky.



Mentions

Dans la langue des Penan de la forêt pluviale du Sarawak (Malaisie), « Tong Tana » signifie « dans la forêt ».

Éditeur: Bruno Manser Fonds
Socinstrasse 37, CH-4051 Bâle
Téléphone +41 61 261 94 74
Courriel: info@bmf.ch
Internet: www.bmf.ch

Rédaction: Ines Gavrilut, Lukas Straumann,
Annina Aeberli, Adelina Zakharchenko
Illustrations: Adrian Baltariu, Anca Mihai, BMF,
Emil Ionescu, Sebastian Taralunga, Vali
Turcuman, Vasea Gurzu
Traduction: Gaïa traductions
Graphisme: moxi ltd., Bienne
Impression: Multicolor AG, Baar
Production et expédition:
Agentur für Sozialmarketing, Zürich
Imprimé sur du papier 100% recyclé

Envoi des dons:
IBAN CH32 0900 0000 4000 5899 8